

# Le rôle des États-Unis et de l'Europe occidentale dans la conjoncture mondiale

Jean Marczewski

Volume 40, numéro 2, juillet–septembre 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002841ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002841ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marczewski, J. (1964). Le rôle des États-Unis et de l'Europe occidentale dans la conjoncture mondiale. *L'Actualité économique*, 40(2), 213–244.  
<https://doi.org/10.7202/1002841ar>

## Le rôle des États-Unis et de l'Europe occidentale dans la conjoncture mondiale

La conjoncture économique de l'Europe qui, depuis la première guerre mondiale suivait fidèlement les fluctuations de la conjoncture américaine s'en sépara très nettement à partir de 1953.

Après le « boom coréen » qui avait affecté l'Europe aussi bien que les États-Unis, les pays de l'O.C.D.E. subirent, comme les États-Unis, un certain ralentissement qui se prolongea du premier trimestre 1951 jusqu'au milieu de 1952. À partir de ce moment, les États-Unis et l'Europe entrèrent simultanément dans une phase d'expansion accélérée. Celle-ci fut même, au début, plus rapide aux États-Unis qu'en Europe (tableau I).

Mais, dès le troisième trimestre 1953, l'expansion américaine céda la place à une récession assez profonde qui dura jusqu'au troisième trimestre 1954, tandis que l'expansion européenne se poursuivait à une allure rapide jusqu'à la fin de 1957. Au troisième trimestre de 1957 se déclencha aux États-Unis une nouvelle récession encore plus profonde que la précédente. Elle prit fin au début de 1958, juste au moment où la production industrielle des pays européens ralentissait sa progression, sans subir toutefois un fléchissement comparable à celui qui fut enregistré quelques mois plus tôt aux États-Unis. La seconde moitié de 1958 fut donc caractérisée par une expansion rapide aux États-Unis et par un léger ralentissement conjoncturel en Europe. Au début de 1959, l'expansion américaine s'accéléra, pour atteindre son point culminant en juin, à la veille de la grève dans les aciéries, tandis que l'économie européenne commençait seulement à s'animer. De juillet

à novembre 1959, les États-Unis subissaient le recul dû à la grève ; l'Europe au contraire développait son avance. Depuis la fin de 1959 et jusqu'au printemps 1960, les deux ensembles économiques poursuivirent une expansion parallèle. À partir de cette date, une récession légère se manifesta aux États-Unis. Elle ne commença à être sensible en Europe, surtout au Royaume-Uni qu'à partir de l'automne 1960, mais la plupart des pays européens continuèrent leur poussée jusqu'à la seconde moitié de 1961. À partir de l'automne 1961, l'Europe entre dans une nouvelle phase d'expansion, cette fois-ci modérée et qui dure jusqu'à ce jour ; le ralentissement qui se manifestait au début de 1963, cède la place à une accélération. Au moment où la poussée européenne de 1961 semblait se ralentir, l'économie américaine entrait dans une nouvelle phase d'expansion. Celle-ci s'arrêta, à un niveau élevé d'activité, vers le milieu de 1962, mais au début de 1963, elle reprit son mouvement ascendant. À l'heure actuelle (août 1963), les deux économies poursuivent donc un mouvement parallèle d'expansion.

**Tableau I**

**Variations en pourcentage des produits nationaux bruts  
des pays européens de l'O.C.D.E. (sans l'Espagne) et des États-Unis  
aux prix et aux taux de change de 1954<sup>1</sup>**

	Produit national brut de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.	Produit national brut des États-Unis
1950	8.6	8.7
1951	4.5	7.4
1952	3.3	3.4
1953	4.2	4.4
1954	5.0	— 1.6
1955	5.7	8.1
1956	4.5	2.1
1957	4.3	2.0
1958	2.5	— 1.9
1959	4.8	6.7
1960	5.4	2.6
1961	4.6	1.8

1. Source : J. Marczewski, *L'Europe dans la conjoncture mondiale*, Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série AC n° 2, mai 1963, tableau 21, p. 48, fascicule 1.

Pour l'ensemble des années 1953 à 1961, l'accroissement de la production industrielle a été de 62 p.c. en Europe, et de 20 p.c. aux États-Unis. Pendant les périodes d'expansion les rythmes de développement en Europe et aux États-Unis sont comparables mais, depuis la dernière guerre, l'Europe n'a pas subi de véritable récession. Il y a bien eu des périodes de ralentissement en 1952, en 1958, et 1961, mais ce n'étaient pas des reculs profonds de la production industrielle du genre de ceux qui affectèrent les États-Unis en 1948-1949, 1953-1954 et 1957-1958. La récession de 1961 a été faible aux États-Unis, également.

Cette évolution conjoncturelle de l'Europe occidentale et des États-Unis soulève plusieurs questions d'un intérêt à la fois scientifique et pratique :

1) l'Europe s'est-elle vraiment émancipée de la tutelle des États-Unis dans le domaine de la conjoncture ? Si oui, quels ont été les facteurs de cette émancipation ? S'agit-il d'une émancipation totale ou partielle ?

2) vu sa structure pluri-nationale l'Europe peut-elle être considérée comme un second foyer d'impulsions conjoncturelles à l'échelon mondial ?

3) quel est le schéma de fonctionnement du système bipolaire d'impulsions conjoncturelles à l'échelon mondial et quelles sont les conclusions de politique économique que l'on pourrait en tirer ?

\*  
\*   \*

Le fait que l'Europe ne suit plus toutes les inflexions de la conjoncture américaine ne signifie pas nécessairement que l'économie européenne soit devenue complètement indifférente à l'évolution économique outre-atlantique. Ce fait prouve seulement que des changements importants sont intervenus dans les structures de l'Europe, des États-Unis et du monde qui font que les impulsions conjoncturelles dégagées par les États-Unis n'ont plus la force déterminante qu'elles avaient autrefois pour la formation de la conjoncture européenne.

Tout d'abord, les poids relatifs des deux ensembles économiques se sont modifiés en faveur de l'Europe : le produit national brut aux prix et aux taux de change de 1954 de l'ensemble des pays de



l'O.C.D.E. (sans l'Espagne) qui représentait, en 1948, 50 p.c. du produit américain, en représente déjà 62 p.c. en 1961. Les proportions analogues pour les pays de la C.E.E. sont de 26 et de près de 42 p.c. Ces pourcentages seraient sensiblement plus élevés si la comparaison était faite en équivalents du pouvoir d'achat selon la méthode de Gilbert et Kravis<sup>2</sup>. Mais ce qui importe ici ce sont les modifications intervenues plus que les chiffres absolus.

La portée de ces modifications est d'autant plus grande que, de façon générale, les pays européens sont beaucoup plus ouverts au commerce extérieur que les États-Unis. La part relative de l'Europe occidentale dans les exportations mondiales est passée de 36 p.c. en 1953 à 40 p.c. en 1960 ; sa part dans les importations mondiales de 38 p.c. en 1953 à 42 p.c. en 1960. Pendant ce temps, la part de l'Amérique du Nord dans les exportations mondiales diminuait de 20 p.c. à 19 p.c. et sa part dans les importations mondiales tombait de 19 p.c. à 16 p.c. Les importations en provenance des États-Unis ne représentent plus que 1 p.c. du total des disponibilités nationales (produit intérieur brut plus importations totales) des pays de l'O.C.D.E. contre 3 p.c. en 1948. En revanche, la part des exportations vers les États-Unis dans le revenu disponible total de l'O.C.D.E. (produit national brut plus exportations totales) a augmenté de 0.5 à 1.3 p.c. Ces exportations sont cependant plus de six fois inférieures aux exportations intra-O.C.D.E. Enfin, dans les relations avec les régions non industrialisées qui jouent un rôle particulièrement important dans la transmission des impulsions conjoncturelles engendrées dans les pays industriels, les pays européens détiennent près de 40 p.c. du commerce extérieur de ces régions ; l'Amérique du Nord n'y participe que pour 23 p.c. Il en résulte que l'effet indirect sur l'Europe d'une impulsion conjoncturelle d'origine américaine retransmise par les régions non industrialisées, ne peut, au maximum, dépasser 1 p.c. du revenu disponible total des pays de l'O.C.D.E. Cela n'exclut pas, bien entendu, la possibilité d'un effet plus important sur certains pays, qui, comme l'Angleterre, ont des relations particulièrement denses avec des pays qui subissent fortement l'influence de la conjoncture américaine (le Canada, par exemple).

2. *Étude comparative des produits nationaux et du pouvoir d'achat des monnaies : États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, O.E.C.E.*, Paris, 1955, et *Comparative National Products and Price Levels*, Paris, 1957.

Il ne faudrait pas cependant attacher trop d'importance aux grandeurs relatives moyennes. Ce qui compte surtout dans la formation de la conjoncture c'est la *variabilité* des différents éléments de l'offre et de la demande. Un élément dont la grandeur relative moyenne est très élevée n'exerce qu'une influence conjoncturelle réduite, si ses variations sont de faible amplitude. Au contraire, un élément relativement petit peut acquérir une importance considérable lorsque ses variations sont fortes. On s'en rend compte en examinant les variations annuelles en valeur absolue des différents éléments de la demande totale pour l'ensemble des pays entre 1950 et 1960 (tableau II). La balance des opérations commerciales (balance des biens et services plus balance des revenus des facteurs) <sup>3</sup> dont la valeur moyenne est très petite par rapport aux éléments de la demande intérieure, à l'exception de la formation des stocks, acquiert à certains moments (par exemple en 1958) une importance très considérable. Son coefficient de variation  $\frac{\sigma}{M}$  est en effet très supérieur aux coefficients des différents éléments de la demande intérieure, toujours à l'exception de la formation de stocks. Or, c'est essentiellement (mais non exclusivement) par la balance des opérations commerciales que peut s'exercer l'influence de la conjoncture américaine sur la conjoncture européenne. Cela de deux façons : directement, par le canal des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe ; indirectement, par l'intermédiaire des régions non-industrialisées.

Il est toutefois possible que le tableau II exagère l'influence de la balance des opérations commerciales sur la conjoncture européenne. Il est conçu comme si les pays européens formaient un ensemble économique entièrement intégré sans frontières intérieures. Les balances entre les pays de l'O.C.D.E. n'y figurent pas, car leur total est nécessairement nul. Or, il se peut que les balances intra-O.C.D.E. des pays européens particuliers, n'évoluent pas dans le même sens que leurs balances avec les États-Unis. Il y aurait dans ce cas une compensation partielle des variations qui réduirait considérablement l'influence de la balance avec les États-Unis.

3. Cette balance ne diffère de la balance des opérations courantes que par le montant des transferts courants qui généralement sont négligeables.

**Tableau II**  
**Variations en valeur absolue des différentes sources de revenu des pays européens de l'O.C.D.E.**  
**(sans l'Espagne), 1950-1960 aux prix courants et aux taux de change courants<sup>4</sup>**  
 (en milliards de dollars)

	Consommation privée	Consommation publique	Formation de capital fixe	Formation des stocks	Demande intérieure totale	Balance totale des opérations commerciales	Balance des opérations commerciales avec les Amérique du Nord	Balance des opérations commerciales avec les pays tiers
1951-1950	13.7	4.2	4.5	2.6	25.0	-0.8		
1952-1951	9.9	4.7	3.5	-2.0	16.1	1.8		
1953-1952	7.3	1.4	2.4	-1.3	9.8	1.1		
1954-1953	7.2	0.7	3.2	0.7	11.8	0.4	-0.1	0.5
1955-1954	11.3	1.3	5.3	1.6	19.5	-0.9	-0.4	0.0
1956-1955	13.1	3.8	4.7	0.2	21.9	-0.7	-0.5	-0.1
1957-1956	8.3	1.9	3.8	0.3	14.2	0.7	-0.7	1.2
1958-1957	5.6	1.5	1.3	-1.4	7.0	2.4	1.5	0.7
1959-1958	2.7	1.7	2.6	-0.1	6.9	0.3	1.5	-1.0
1960-1959	13.0	3.1	6.7	3.2	26.0	-2.2		
Ecart-type	$\sigma$ 3.441	1.326	1.485	1.594	6.715	1.315	0.922	0.480
Moyenne	M 9.21	2.43	3.8	-0.4	15.82	0.2	0.216	0.55
Coefficient de variations	$\frac{\sigma}{M}$ 0.374	0.546	0.391	3.985	0.424	6.575	4.268	0.872

4. Source : J. Marzewski, *op. cit.*, tableau 23, p. 51.

Afin de vérifier si cette compensation a réellement lieu, décomposons les balances des opérations commerciales<sup>5</sup> des quatre pays européens, dont les produits nationaux bruts sont les plus élevés parmi ceux des pays de l'O.C.D.E., en balances avec les autres pays de l'O.C.D.E., celles avec l'Amérique du Nord et celles avec les pays tiers.

Nous voyons (tableau III) que dans le cas de la France les balances avec les pays de l'O.C.D.E. varient généralement dans le même sens que celles avec l'Amérique du Nord. Une compensation partielle ne se fait quelquefois que par les balances avec les pays tiers. Mais celles-ci sont relativement faibles par rapport à la somme des balances avec l'Amérique du Nord et avec les pays de l'O.C.D.E.

La situation de l'Allemagne (tableau IV) est très différente. Dans 5 cas sur 6, les balances avec l'O.C.D.E. varient en sens inverse de celles avec les États-Unis. Les balances avec l'O.C.D.E. étant généralement plus élevées, l'effet conjoncturel des États-Unis tend à être complètement compensé par l'effet conjoncturel du commerce avec les pays de l'O.C.D.E.

La compensation joue également assez souvent dans le cas du Royaume-Uni (tableau V). Mais, contrairement à ce que nous avons observé pour l'Allemagne, les balances avec l'Amérique du Nord accusent des variations plus importantes que celles des balances avec les pays de l'O.C.D.E. L'influence conjoncturelle des États-Unis sur le Royaume-Uni était donc, au moins jusqu'en 1959, plus forte que l'influence de l'Europe continentale. L'influence américaine est quelquefois compensée par les très importantes variations des balances avec les pays tiers.

Pour l'Italie (tableau VI) les données sur la balance avec les pays de l'O.C.D.E. sont trop incomplètes pour en tirer des conclusions bien nettes. On voit cependant que la balance totale varie plus, et souvent en sens inverse de la balance avec les États-Unis. Cela prouve que l'influence américaine est, généralement, compensée par des variations en sens inverse des autres balances.

Les données disponibles ne nous permettent pas de répartir d'une façon aussi détaillée les balances des autres pays européens. Le tableau VII n'indique donc que la répartition en deux colonnes représentant,

5. En fait nous sommes obligés de nous servir des balances des opérations courantes, telles qu'elles figurent dans les publications de l'O.C.D.E.

**Tableau III**  
**France — Variations des balances des paiements courants avec le monde,**  
**l'O.C.D.E. (Europe) l'Amérique du Nord et les pays tiers<sup>6</sup>**  
 (en millions de dollars)

	Balance totale		Balance avec l'O.C.D.E. (Europe)		Balance avec l'Amérique du Nord		Balance avec les pays tiers	
	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ
1953	— 43							
1954	569	612						
1955	896	327	664		654		— 422	
1956	— 814	— 1,710	— 20	— 684	6	— 648	— 800	— 378
1957	— 1,106	— 292	— 105	— 85	— 240	— 246	— 761	39
1958	— 689	417	— 105	0	84	324	— 668	93
1959	577	1,266	559	664	416	332	— 398	270
M		103.3		— 26.3		— 59.5		6.0
σ		931.3		477.8		412.7		237.6
$\frac{\sigma}{M}$		9.015		— 16.167		— 6.936		39.60

6. Source : J. Marczewski, *op. cit.*, tableau 24, p. 57.

**Tableau IV**  
**Allemagne occidentale — Variations des balances des paiements courants avec le monde, l'O.C.D.E. (Europe)**  
**l'Amérique du Nord et les pays tiers<sup>7</sup>**  
 (en millions de dollars)

	Balance totale		Balance avec l'O.C.D.E. (Europe)		Balance avec l'Amérique du Nord		Balance avec les pays tiers	
	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ
1953	970		586		178		206	
1954	914	- 56	659	73	71	- 107	184	- 22
1955	641	- 273	191	- 468	- 114	- 185	564	380
1956	1,266	625	730	529	- 161	- 47	697	133
1957	1,741	475	1,054	326	- 316	- 155	1,003	306
1958	1,829	88	636	- 418	- 93	223	1,279	276
1959	1,650	- 179	59	- 577	319	412	1,261	- 28
M		113.3		- 87.5		23.5		174.2
σ		330.8		424.8		219.1		158.7
$\frac{\sigma}{M}$		2.919		- 4.854		9.32		0.911

7. Source : J. Marczewski, *op. cit.*, tableau 25, p. 57.

**Tableau V**  
**Royaume-Uni — Variations des balances des paiements courants avec le monde, l'O.C.D.E. (Europe),**  
**l'Amérique du Nord et les pays tiers**  
 (en millions de dollars)

	Balance totale		Balance avec l'O.C.D.E. (Europe)		Balance avec l'Amérique du Nord		Balance avec les pays tiers	
	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ
1953	325		118		— 96		303	
1954	691	366	11	— 107	— 134	— 38	814	511
1955	— 91	— 782	— 199	— 210	— 355	— 221	463	— 351
1956	592	683	— 261	— 62	4	359	849	386
1957	732	140	— 201	60	— 41	— 45	971	122
1958	1,101	369	— 206	— 5	345	386	960	— 11
1959	543	— 558	— 222	— 16	406	61	428	— 532
M		36.3		— 56.7		83.7		20.8
σ		527.8		85.64		220.6		372.6
σ M		14.54		— 1.510		2.635		17.913

8. Source : J. Marczewski, *op. cit.*, tableau 26, p. 58.

**Tableau VI**  
**Italie — Variations des balances des paiements courants avec le monde, l'O.C.D.E. (Europe),**  
**l'Amérique du Nord et les pays tiers<sup>9</sup>**

	(en millions de dollars)							
	Balance totale		Balance avec l'O.C.D.E. (Europe)		Balance avec l'Amérique du Nord		Balance avec les pays tiers	
	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ	Valeur	Δ
1953	— 300				53			
1954	— 106	194			131	78		
1955	— 60	46			82	— 49		
1956	— 81	— 21	— 12		99	17	— 168	
1957	74	155	148	160	— 28	— 127	— 46	122
1958	573	499	320	172	164	192	89	135
1959	789	216			433	269		
M		94.3		166.0		63.3		128.5
σ		262.3		6.0		135.4		8.481
$\frac{\sigma}{M}$		2.781		0.036		2.139		0.066

9. Source : J. Marzewski, *op. cit.*, tableau 27, p. 58.



d'une part, les balances des opérations courantes avec le monde, et d'autre part, les balances avec l'Amérique du Nord. Il montre que, de façon générale, les variations des balances avec le monde sont plus dispersées ( $\sigma$ ) que les balances avec les États-Unis. Les variations s'effectuent le plus souvent dans le même sens pour l'Autriche, la Grèce, l'Allemagne, l'Italie, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. Elles se font, au contraire, en sens inverse pour le Danemark, la France, l'Islande, l'Irlande, les Pays-Bas, le Portugal. Dans le cas où les variations se font en sens inverse la compensation est certaine. Dans le cas où elles se font dans le même sens elle reste possible, comme le montrent les tableaux détaillés IV, V et VI pour l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Elle s'effectue alors par l'intervention des pays tiers. On peut le reconnaître en comparant les écarts-types des variations de la balance avec l'Amérique du Nord aux écarts-types relatifs à la balance avec le monde. Lorsque la différence entre ces écarts n'est pas grande, il est certain que les variations des balances avec les pays de l'O.C.D.E., ou avec les pays tiers, ne se font pas dans le même sens et qu'il en résulte une compensation partielle de leurs effets. Nous l'observons notamment pour l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni. En revanche, l'effet de compensation paraît être faible pour l'Autriche, la Grèce, la Norvège.

Tableau VII

**Moyennes, écarts-types et coefficients de variation des variations des balances des paiements courants de certains pays européens avec le monde et avec les États-Unis pour les années 1953-1959 inclus<sup>10</sup>**

(en millions de dollars)

	Variations de la balance courante avec le Monde			Variations de la balance courante avec les États-Unis		
	M	$\sigma$	$\frac{\sigma}{M}$	M	$\sigma$	$\frac{\sigma}{M}$
Autriche.....	- 1.5	93.40	- 62.26	- 6.8	30.4	- 4.47
Danemark.....	- 2.0	87.8	- 43.90	2.3	64.81	28.17
Grèce.....	- 21.8	364.8	- 16.73	- 8.0	25.65	- 3.20
Islande.....	- 1.5	4.98	- 3.32	1.0	4.39	4.39
Irlande.....	- 4.8	55.46	- 11.55	8.1	9.77	1.74
Pays-Bas.....	12.5	324.1	25.92	- 195.0	121.18	- 0.62
Norvège.....	10.5	95.81	9.12	10.8	12.14	1.12
Portugal.....	- 1.3	22.66	- 17.43	4.2	20.77	4.94
Suède.....	- 12.5	46.67	- 3.73	- 9.5	33.75	- 3.55

10. Source : J. Marczewski, *op. cit.*, tableau 28, p. 59.

L'action de compensation des balances qui intervient pour la plupart des membres de l'O.C.D.E., et pour tous les membres de la C.E.E., se traduit par le fait que les variations des balances courantes totales de ces pays sont relativement faibles par rapport aux variations des différents éléments de leur demande intérieure (tableau VIII).

C'est donc finalement la demande intérieure, plus que l'influence des échanges avec les États-Unis, qui décide de la conjoncture des pays européens.

On peut se demander si ce résultat n'est pas dû, au moins en partie, au fait que l'Europe forme un ensemble de pays politiquement et économiquement indépendants qui ont gardé la liberté de leurs décisions macro-économiques.

Avant d'aborder, dans la deuxième partie de notre exposé, l'étude de cette question, il est nécessaire de mentionner, ne serait-ce que brièvement, le rôle que peuvent jouer dans la transmission de la conjoncture américaine à l'Europe les facteurs autres que les échanges commerciaux. Parmi ces facteurs, les plus importants sont les déboursements extérieurs non-commerciaux des États-Unis et l'influence directe que la conjoncture américaine est susceptible d'exercer sur les anticipations des centres européens de décision économique.

Par le terme « déboursements extérieurs » nous désignons toutes les dépenses extra-commerciales, les dons et autres transferts ainsi que les crédits et les investissements directs des États-Unis à l'étranger. L'excédent de ces déboursements sur les encaissements américains au titre des remboursements provenant du reste du monde et de l'investissement de capitaux étrangers aux États-Unis, sert en premier lieu à financer l'excédent de la balance commerciale des États-Unis. La différence s'ajoute aux réserves d'or et de dollars du reste du monde. Cette différence accroît la liquidité des pays qui en bénéficient et, dans la mesure où son effet sur les économies intéressées n'est pas neutralisé par des mesures spéciales des autorités monétaires, produit un effet stimulant sur ces économies.

Comme le montre le tableau IX, colonne 3, ce transfert net de liquidité ne présente pas de fluctuations cycliques commandées par la conjoncture interne des États-Unis. Ses variations ont exercé sur le reste du monde une influence déflationniste de 1954 à 1957 et une influence stimulante de 1958 à 1960. Chose remarquable, cette der-

**Tableau VIII**  
**Variations nominales des différents éléments de la demande totale en p.c.**  
**du produit national brut de l'année précédente<sup>1)</sup>**

	Consommation privée	Consommation publique	Formation de capital fixe	Formation de stocks	Demande interne totale	Balancé des opérations commerciales	Demande totale	Produit national brut à prix constants	Effet Prix
<b>France</b>									
1950	9.8	2.9	1.1	1.2	15.6	0.6	15.6	6.1	9.5
1951	16.4	3.7	4.8	-0.8	24.1	-1.5	22.6	7.7	14.9
1952	10.6	4.4	2.7	0.0	17.7	-0.5	17.1	3.1	14.0
1953	3.2	1.0	0.0	-0.8	3.4	1.0	4.4	3.4	1.0
1954	3.4	-1.0	1.3	0.6	4.3	1.5	5.8	4.9	0.9
1955	4.6	0.0	2.3	-0.3	6.0	0.3	6.9	5.8	1.1
1956	7.2	3.0	2.3	1.4	13.9	-3.5	10.4	5.0	5.4
1957	7.3	1.9	3.2	-0.1	12.3	-0.6	11.7	5.8	5.9
1958	8.5	1.4	2.0	0.8	12.7	1.0	13.7	1.3	12.4
1959	4.8	1.9	0.8	-1.2	6.3	2.1	8.4	2.1	6.3
1960	5.9	1.0	1.4	1.2	9.5	0.0	9.5	6.1	3.4
M	7.4	1.8	2.0	0.2	11.4	0.03	11.5	4.7	6.7
$\sigma$	3.677	1.400	1.245	0.800	5.998	1.486	5.180	1.822	4.817
<b>Allemagne occidentale</b>									
1950									
1951	10.3	3.5	4.3	0.3	18.4	3.5	21.9	10.5	11.4
1952	6.3	2.8	2.8	1.4	13.3	0.9	14.2	8.3	5.9
1953	5.7	0.1	2.5	-2.6	5.6	1.5	7.2	7.2	0.0
1954	3.5	0.6	2.4	0.9	7.4	-0.1	7.4	7.4	0.0
1955	6.7	1.1	5.1	1.6	14.5	-0.7	13.8	11.5	2.3
1956	6.6	0.9	2.3	-0.9	8.9	1.3	10.1	6.9	3.2
1957	5.3	1.0	0.8	0.5	7.6	1.1	8.7	5.4	3.3
1958	4.3	1.5	1.7	-0.6	6.9	0.0	6.9	3.4	3.5

**Tableau VIII (suite)**  
**Variations nominales des différents éléments de la demande totale en p.c.**  
**du produit national brut de l'année précédente**

	Consommation privée	Consommation publique	Formation de capital fixe	Formation de stocks	Demande interne totale	Balance des opérations commerciales	Demande totale	Produit national brut à prix constants	Effet Prix
<b>Allemagne (suite)</b>									
1959	4.0	1.3	2.9	0.3	8.5	-0.1	8.4	6.7	1.7
1960	5.6	1.5	3.7	0.6	11.4	-0.3	11.1	7.9	3.2
M	5.8	1.4	2.8	0.1	10.2	0.7	11.0	7.5	3.4
$\sigma$	1.817	0.961	1.186	1.177	3.846	1.173	4.404	2.193	3.123
<b>Royaume-Uni</b>									
1950	3.9	0.7	0.9	-1.7	3.8	1.5	5.3	6.3	-1.0
1951	5.5	2.8	1.4	5.9	15.6	-5.3	10.3	0.0	10.3
1952	3.5	3.2	1.4	-3.6	4.5	3.7	8.2	-0.5	8.7
1953	3.9	1.0	1.4	0.5	6.8	-0.2	6.6	4.1	2.5
1954	4.5	0.5	1.1	-0.4	5.7	0.6	6.3	4.9	1.5
1955	5.6	0.4	1.4	1.4	8.8	-1.8	7.0	3.2	3.8
1956	3.7	1.4	1.5	0.0	6.6	1.2	7.8	1.7	6.1
1957	3.4	0.5	1.2	-0.1	5.0	0.5	5.5	2.2	3.3
1958	3.5	0.6	0.6	-0.6	4.1	0.5	4.6	1.1	3.5
1959	2.9	0.9	0.7	-0.7	4.5	-1.0	3.5	2.9	0.6
1960	2.8	1.0	1.4	1.7	6.9	-1.6	5.3	4.4	0.9
M	3.9	1.2	1.2	0.3	6.6	-0.2	6.4	2.7	3.6
$\sigma$	0.886	0.9	0.297	2.244	3.194	2.192	1.801	2.006	3.308
<b>Italie</b>									
1950	6.3	0.6	2.1	0.7	9.7	1.3	11.0	7.1	3.9
1951	9.8	2.1	3.7	1.1	16.7	-1.0	15.7	4.7	11.0
1952	6.2	2.2	2.3	-2.3	8.4	-2.3	6.1	2.8	3.3

**Tableau VIII (suite)**  
**Variations nominales des différents éléments de la demande totale en p.c.**  
**du produit national brut de l'année précédente**

	Consommation privée	Consommation publique	Formation de capital fixe	Formation de stocks	Demande interne totale	Balace des opérations commerciales	Demande totale	Produit national brut à prix constants	Effet Prix
<b>Italie (suite)</b>									
1953	6.6	0.2	1.4	0.3	8.5	1.0	9.5	7.6	1.9
1954	2.8	1.1	1.7	0.0	5.6	1.0	6.6	5.1	1.5
1955	4.7	1.1	2.3	1.2	9.3	0.1	9.4	6.6	2.8
1956	5.3	1.3	2.1	-0.6	8.1	-0.3	7.8	4.1	3.7
1957	3.8	0.7	2.6	0.0	7.1	0.4	7.5	6.2	1.3
1958	3.4	1.4	0.3	0.0	5.1	1.8	6.9	4.4	2.5
1959	3.0	0.8	1.7	0.3	5.8	0.9	6.7	7.6	-1.1
1960	4.8	1.1	3.4	0.9	10.2	-1.4	8.8	6.2	2.6
M	5.1	1.1	2.1	0.1	8.6	0.1	8.7	5.7	3.0
σ	1.944	0.576	0.886	0.993	2.901	1.208	2.630	1.493	2.844
<b>États-Unis</b>									
1950	7.4	0.8	0.5	2.9	11.6	-1.7	9.9	8.6	1.3
1951	5.1	7.3	1.5	1.2	15.1	0.6	15.7	7.6	8.1
1952	2.9	4.4	0.3	-1.7	5.9	-0.4	5.5	3.6	1.9
1953	3.5	1.2	1.0	0.0	5.7	-0.6	5.1	4.0	1.1
1954	1.4	-1.6	0.4	-1.0	-0.8	0.2	-0.6	-	1.1
1955	5.0	0.2	2.2	1.9	9.3	0.0	9.3	8.0	1.3
1956	3.1	1.0	1.4	-0.7	4.8	0.6	5.4	1.9	3.5
1957	3.5	1.7	0.7	-0.8	5.1	0.5	5.6	1.7	3.9
1958	1.8	0.9	-1.0	-0.4	1.3	-0.8	0.5	-1.6	2.1
1959	4.6	0.9	1.8	1.6	8.8	-0.5	8.3	7.0	1.3
1960	2.9	0.7	0.4	-0.5	3.5	0.8	4.3	2.7	1.6
M	3.7	1.6	0.8	0.2	6.4	-0.1	6.3	3.8	2.5
σ	1.715	2.231	0.806	1.385	4.350	0.726	4.296	3.491	1.997

11. Source : J. Marcewski, *op. cit.*, tableau 29, pp. 63, 64 et 65.

nière influence a été particulièrement forte pendant l'année 1958. C'est ce qui, sans doute, a contribué puissamment à compenser les effets déflationnistes de la récession américaine sur le reste du monde. Depuis 1960, et plus particulièrement depuis 1961, les mesures d'économie prises par l'administration Kennedy risquent d'exercer une influence plutôt déflationniste ; mais comme ces mesures ont eu, jusqu'ici, assez peu d'effet, cette influence reste modérée.

Bien que les transferts unilatéraux du gouvernement américain se dirigent, du moins depuis 1953, davantage vers les pays sous-développés que vers l'Europe, c'est l'Europe qui en définitive profite plus des liquidités dégagées par les États-Unis. Tout d'abord parce qu'une grande partie des dépenses militaires américaines est effectuée en Europe. Ensuite, parce que les capitaux privés américains s'investissent actuellement de préférence dans les pays européens. Enfin, parce que la balance des paiements globale (non pas la balance commerciale) des pays de l'O.C.D.E. avec les pays tiers est constamment positive.

**Tableau IX**  
**Transferts des liquidités internationales (or et dollars)**  
**des États-Unis au reste du monde, 1950-1960<sup>12</sup>**  
(en milliards de dollars)

	Excédent des dépensements sur les encaissements non américains	Excédent de la balance commerciale des États-Unis	Transferts des liquidités
	(1)	(2)	(3 = 1 - 2)
1950	4.6	1.0	3.6
1951	3.2	2.9	0.3
1952	3.5	2.5	1.0
1953	3.5	1.3	2.2
1954	4.0	2.4	1.6
1955	3.9	2.8	1.1
1956	5.5	4.6	0.9
1957	5.6	6.1	-0.5
1958	6.8	3.3	3.5
1959	4.7	1.0	3.7
1960	8.6	4.7	3.9

12. Source : Nous avons utilisé ici les différents éléments de la balance des paiements des États-Unis, présentée dans le tableau 16, p. 25 de la publication : *États-Unis, O.E.C.E., Paris, novembre 1961*. Ces données ne concordent pas toujours exactement avec celles qui ont servi à l'établissement des tableaux précédents (notamment pour l'année 1953).

Ainsi, le mouvement de capitaux et les transferts américains contribuent à accélérer la croissance des économies européennes et diminue encore leur sensibilité aux fluctuations de la conjoncture américaine.

En revanche, ce facteur augmente la dépendance *potentielle* de l'économie européenne des fluctuations de la politique américaine. Que les États-Unis décident un jour une réduction massive de leurs dépenses et de leurs investissements extérieurs, en Europe *ou ailleurs*, et les pays européens se trouveront affectés directement et indirectement d'une pression déflationniste difficile à compenser immédiatement.

Quant à l'influence directe de la conjoncture américaine sur les anticipations des centres européens de décisions économiques, elle est probablement une fonction des observations déduites du passé. Elle fut très grande après l'expérience historique de la Grande Dépression. Mais, à l'heure actuelle, l'expérience du passé récent doit jouer en sens inverse : les hommes d'État et les chefs d'entreprises européens s'habituent à raisonner dans le cadre d'une économie qui a fait preuve à plusieurs reprises d'une indépendance, au moins apparente, à l'égard de la conjoncture américaine. Ils constatent, au contraire, l'existence de liens de plus en plus étroits entre les économies européennes dont la conjoncture commune devient l'objet principal de leurs préoccupations.

\*

\* \*

Si l'Europe était un espace économique entièrement intégré, les impulsions conjoncturelles provenant de l'extérieur pourraient se propager librement à l'intérieur du pays sans rencontrer d'autres obstacles que la politique générale du gouvernement central. Dans la mesure où une neutralisation totale de ces impulsions ne serait pas obtenue à la frontière, les tendances inflationnistes ou déflationnistes importées de l'extérieur viendraient se mêler aux tendances de la conjoncture interne en provoquant des ajustements dont la propagation cumulative ne serait limitée que par la résistance passive de la distance. Certains pays-régions pourraient s'en trouver affectés plus que les autres. Des adaptations structurelles en résulteraient qui ne seraient pas nécessairement favorables à toutes les régions.

La subsistance dans les pays européens des centres de décision macro-économiques indépendants équivaut à un « compartimentage » de l'espace économique et reporte le souci de l'équilibre économique au niveau de chaque compartiment. Les réactions de la politique économique à une impulsion conjoncturelle, créée à l'intérieur d'un pays ou reçue de l'extérieur, peuvent donc être différentes selon les pays. Cela peut donner suivant les cas un effet final plus fort ou moins fort que dans le cas d'un espace économique intégré.

L'effet final est plus fort, si le pays qui reçoit une impulsion conjoncturelle la laisse se propager cumulativement à travers son économie. L'impulsion initiale s'en trouve amplifiée et se communique aux partenaires des pays en question avec d'autant plus de rapidité que les échanges mutuels entre les pays intéressés sont importants. De ce point de vue, les pays d'Europe occidentale, et plus particulièrement les pays du Marché Commun, représentent un milieu de propagation privilégié étant donné la densité extraordinaire des relations qui existent entre eux.

L'effet final est également amplifié si le pays qui reçoit du dehors une impulsion conjoncturelle la refuse catégoriquement en s'y opposant par des restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation.

Le pays générateur du mouvement perturbateur est alors obligé de prendre également des mesures restrictives qui, en se généralisant, aboutissent à réduire le commerce mondial et à ralentir le développement de l'activité économique.

L'effet final est au contraire atténué, ou même compensé entièrement, si le pays qui reçoit une impulsion conjoncturelle réagit par un mouvement interne de sens inverse. Il absorbe par exemple une tendance déflationniste provenant du rétablissement de la balance commerciale d'un de ses partenaires, en laissant s'accroître sa consommation et son investissement. Ou, inversement, il permet à ses exportations d'augmenter sous l'action d'une pression inflationniste extérieure, tout en cherchant à en atténuer les conséquences sur son économie par une légère déflation interne. Dans la mesure où tous les pays européens observeraient ces règles du jeu, la compensation pourrait être obtenue sans mettre sérieusement en danger leur équilibre interne ou leurs réserves de devises. Grâce à l'importance des échanges entre les pays



européens, le mouvement conjoncturel affectant l'un quelconque de ces pays serait très facilement absorbé, car il représenterait nécessairement un quantum d'action très faible par rapport à la demande interne totale des pays européens. La puissance du mouvement compensateur serait encore plus grande si les États-Unis, le Canada et le Japon, acceptaient de se joindre aux pays européens pour pratiquer avec eux une politique conjoncturelle coordonnée à l'échelle mondiale.

Nous pouvons citer à l'appui de notre thèse au moins deux exemples historiques. En 1955, la Grande-Bretagne entreprit le rétablissement de sa balance commerciale gravement atteinte par l'excès de la demande intérieure, en prenant une série impressionnante de mesures déflationnistes (augmentation du taux d'escompte, restrictions des achats à tempéraments, majoration des cotisations de sécurité sociale, vente de titres d'État à l'*open-market*, réduction des avances des banques, réduction des investissements publics, réduction des subventions à la construction des logements, majoration des impôts à la con-

Tableau X

**Compensation de l'action déflationniste due à la réduction  
des importations par certains pays européens.  
Du II<sup>e</sup> trimestre 1957 au III<sup>e</sup> trimestre 1958<sup>13</sup>**

(en millions de dollars)

	Diminutions	Augmentations	Solde
France.....	907	257	— 650
Pays-Bas.....	697	286	— 411
Suisse.....	297	42	— 255
Italie.....	511	278	— 233
Belgique.....	348	131	— 217
Suède.....	295	185	— 110
Danemark.....	272	192	— 80
Turquie.....	97	43	— 54
Portugal.....	148	100	— 48
Irlande.....	77	75	— 2
Islande.....	50	57	+ 7
Norvège.....	195	212	+ 17
Grèce.....	70	114	+ 44
Autriche.....	99	146	+ 47
Royaume-Uni.....	219	314	+ 95
Allemagne occidentale..	417	995	+ 578

13. Source : J. Marczewski, *op. cit.*, tableau 45, p. 224, fascicule III.

sommation et de l'impôt sur les bénéfices distribués, limitation des émissions de valeurs mobilières, suppression des abattements d'impôts sur les investissements, réduction des subventions à la consommation) ; les autres pays européens et les États-Unis se trouvaient alors en pleine expansion et disposaient encore d'une marge appréciable de main-d'œuvre et de capacités productives. Ils pouvaient donc absorber facilement le mouvement déflationniste engendré en Grande-Bretagne. Il n'en serait résulté qu'une compression partielle des tendances inflationnistes qui se faisaient déjà sentir dans certains pays. La plupart des pays optèrent cependant pour une politique inverse en prenant les uns après les autres des mesures de déflation dont le signe extérieur le plus facile à repérer fut une longue course à l'augmentation du taux d'es-compte. Le départ donné en janvier et février 1955 par le Royaume-Uni, fut suivi dès le mois d'avril de la même année par les États-Unis. Vinrent ensuite : en août l'Allemagne et les États-Unis, en septembre et novembre les États-Unis, en février 1956 le Royaume-Uni, en mars l'Allemagne, en avril les États-Unis, en mai l'Allemagne, en août les États-Unis. En septembre 1956 l'Allemagne abandonna la course et fut rejointe en février 1957 par la Grande-Bretagne. Mais les États-Unis procédèrent encore à une augmentation en août et ce n'est qu'au début de la récession, en septembre 1957, qu'ils se décidèrent enfin à relâcher quelque peu les restrictions du crédit. Toutes ces mesures ralentirent considérablement et inutilement la croissance économique aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. Leurs conséquences furent encore plus graves dans les pays sous-développés fournisseurs de matières premières.

L'exemple inverse est fourni par le cas de la France en 1957 et 1958. Ayant poussé trop loin son expansion interne pendant que la conjoncture mondiale se ralentissait, à bout de devises et de crédits extérieurs, elle dut procéder dès le troisième trimestre 1957 à une forte déflation interne suivie d'une dévaluation dissimulée (dite « opération 20 p.c. ») en août 1957 et consacrée par une dévaluation franche en décembre 1958. Le mouvement déflationniste qui en résulta pour les principaux partenaires de la France fut encore amplifié par des mesures restrictives prises en même temps dans plusieurs autres pays européens, dont en premier lieu les Pays-Bas (tableau X). Il fut pourtant amorti, malgré le ralentissement que subissait déjà l'économie mondiale, essentiellement grâce à l'action compensatrice de l'Allema-

**Tableau XI**  
**Corrélation entre le commerce extérieur des États-Unis et la conjoncture interne des États-Unis et de l'Europe**<sup>14</sup>

	Variations du produit national brut (c) américain		Variations du produit national brut (c) de l'O.E.C.D. (Europe)		Commerce extérieur total			Commerce avec l'O.C.D.E. (Europe)			Commerce avec les "pays autres"		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
1950	+ 8.7	8.6	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	
1951	+ 7.4	4.5	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	
1952	+ 3.4	3.3	-	-	-	+	-	-	-	+	+	+	
1953	+ 4.4	4.2	+	-	-	+	-	-	-	+	+	+	
1954	- 1.6	5.0	-	+	+	-	+	+	-	-	+	+	
1955	+ 8.1	5.7	+	+	+	+	+	+	+	+	+	-	
1956	+ 2.1	4.5	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	
1957	+ 2.0	4.3	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	
1958	- 1.9	2.5	-	-	-	+	-	-	-	-	-	-	
1959	+ 6.7	4.8	+	0	-	+	+	-	+	-	-	-	
1960	+ 2.6	5.4	-	+	+	-	+	+	-	+	+	+	
1961	+ 1.8	4.6	-	+	+	-	-	-	-	+	+	+	

14. Source : J. Marzewski, *op. cit.*, tableau 18, p. 40, fascicule I.

gne qui, faisant usage de ses importantes réserves de devises, a pris des mesures spéciales destinées à favoriser les importations et à faciliter les problèmes de liquidité des autres pays. L'efficacité de l'action allemande était due en partie à l'amplification de ses effets lors de leur transmission à travers les autres pays européens.

Les pays de l'O.C.D.E., et dans une plus forte mesure encore les pays de la C.E.E., forment donc un groupe qui joue dans la formation de la conjoncture mondiale un rôle particulier, celui d'un transformateur d'impulsions conjoncturelles, venues du dehors ou engendrées dans les pays du groupe. Suivant les réactions des pays du groupe, cette transformation se fait dans le sens d'une *amplification* ou dans le sens d'un *amortissement* des perturbations conjoncturelles. Une coordination des politiques conjoncturelles des membres du groupe permettrait de faire un choix rationnel entre les deux possibilités en fonction de la situation du moment <sup>15</sup>. La spécificité du rôle conjoncturel du groupe tient d'une part à la densité exceptionnelle des relations économiques entre ses membres. Elle est due, d'autre part, au fait que les membres du groupe ont gardé leur indépendance économique et peuvent par conséquent *différencier* leurs réactions aux impulsions provenant de l'intérieur ou de l'extérieur.

Mais l'apparition de ce pôle collectif de rayonnement conjoncturel n'a pas mis fin à l'indépendance conjoncturelle des États-Unis.

La conjoncture mondiale est donc désormais soumise à l'action des deux pôles indépendants dans leurs initiatives, mais interdépendants dans leur fonctionnement.

\*

\* \*

Dans ce système chacun des deux pôles suit en principe sa conjoncture économique propre, tout en subissant, directement et indirectement, les conséquences des mouvements conjoncturels engendrés par le second pôle.

Comme le montre le tableau XI les exportations américaines vers l'Europe varient suivant la conjoncture européenne. Inversement, les exportations européennes vers les États-Unis s'adaptent à la conjonc-

<sup>15</sup>. Voir à ce sujet notre introduction au colloque franco-allemand de 1960 : *Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée*, Série HS, 6, n° 118.

**Tableau XII**  
**Structure des échanges commerciaux entre les États-Unis et les pays**  
**européens de l'O.C.D.E. (sans l'Espagne) en 1954 et de 1957 à 1960**<sup>16</sup>  
(en millions de dollars)

	Exportations américaines <sup>17</sup>					Exportations de l'O. C. D. E. (Europe)				
	1954	1957	1958	1959	1960	1954	1957	1958	1959	1960
1.—Produits alimentaires, boissons et tabacs	674	979	1,000	1,142	1,174	348	390	453	500	516
2.—Matières Premières .....	794	1,241	754	702	1,207	227	242	225	297	278
3.—Combustibles et carburants .....	163	877	424	260	251	1	3	9	7	2
4.—Huiles et graisses .....	145	169	93	142	117	16	14	16	21	20
5.—Produits chimiques .....	244	356	384	436	569	129	145	152	193	194
6.—Machines et matériel de transport .....	567	822	706	754	1,402	228	663	910	1,278	1,112
7.—Articles manufacturés .....	404	666	601	579	1,129	898	1,296	1,247	1,885	1,768
8.—Total .....	3,044	5,192	3,982	4,037	5,873	1,870	2,814	3,122	4,309	4,041
9.—Total des produits peu sensibles à la conjoncture (1 + 7) .....	1,178	1,645	1,601	1,721	2,303	1,246	1,686	1,700	2,385	2,284

16. Source : J. Marzewski, *op. cit.*, tableau 19, p. 43.

17. Non compris les exportations des catégories spéciales.

ture américaine. Mais l'influence de la conjoncture européenne sur les exportations américaines vers l'Europe est plus forte que l'influence de la conjoncture américaine sur les exportations européennes vers les États-Unis. Cela tient au fait que la proportion des produits manufacturés finis est plus élevée dans les exportations européennes vers les États-Unis que dans les exportations américaines vers l'Europe (tableau XII). Or, la politique anticyclique du gouvernement américain réussit à mettre le revenu disponible des consommateurs à l'abri de l'action déprimante des récessions. Les exportations européennes vers les États-Unis sont donc en grande partie immunisées contre les fluctuations négatives de la conjoncture américaine.

Quant aux échanges avec les pays tiers, ils se composent, à quelques exceptions près (dont la plus importante concerne le Japon), de matières premières exportées vers les pays industriels et de biens manufacturés de production et de consommation importés par les pays en voie de développement. Les pays tiers subissent donc aussi bien les fluctuations de la conjoncture européenne que celles de la conjoncture américaine. Vu l'inélasticité de l'offre de leurs produits, tout fléchissement de l'une de ces deux conjonctures se répercute d'une façon plus que proportionnelle sur leurs recettes d'exportation. Ce qui, avec un décalage plus ou moins important selon l'importance des réserves de devises dont dispose chacun des pays en question, agit négativement sur leurs importations en provenance de l'Europe et des États-Unis. Les échanges des pays tiers avec l'Europe étant plus importants que leurs échanges avec les États-Unis, ils sont actuellement, dans l'ensemble <sup>18</sup>, davantage sensibles à la conjoncture européenne qu'à la conjoncture américaine. Pour la même raison l'Europe ressent plus fortement les effets transmis par les pays tiers que les États-Unis.

Le schéma général de fonctionnement du système peut donc être résumé comme suit.

a) Lorsque les deux pôles sont en expansion, leurs échanges réciproques tendent à s'accroître. Leurs échanges avec les pays tiers également. Pour chacun des pôles l'effet conjoncturel des exportations accrues tend à se compenser avec l'effet conjoncturel inverse des im-

<sup>18</sup>. À l'exception des pays dont les échanges avec les États-Unis sont particulièrement importants.

portations accrues. L'incidence conjoncturelle des échanges devient donc très faible. Mais les exportations américaines étant plus sensibles à la conjoncture, la balance des États-Unis avec l'Europe s'améliore et exerce un léger effet déflationniste sur l'Europe. C'est ce qui s'est passé en 1951, 1955, 1956 et 1957.

b) Lorsque l'économie américaine subit une récession d'origine interne au moment où l'Europe est en période d'expansion, les exportations européennes ne diminuent que légèrement, les exportations américaines augmentent, la balance américaine s'améliore. L'effet déflationniste de l'accroissement des importations en provenance des États-Unis sur l'Europe n'est donc pas compensé. Il est plus important que dans le cas précédent. Les exportations des régions non-industrialisées vers les États-Unis diminuent ; leurs exportations vers l'Europe augmentent. C'est ce qui a lieu en 1954, pendant la première moitié de 1958 et en 1960.

c) Lorsque l'économie américaine subit un ralentissement, ou une récession, au moment où la conjoncture européenne ralentit son expansion, les exportations européennes vers les États-Unis ne diminuent à peu près pas, les exportations américaines, plus sensibles, se contractent fortement, la balance américaine avec l'Europe se détériore et exerce un effet stimulant sur l'économie européenne. La compensation ne jouant pas, cet effet peut être assez important. Les régions non-industrialisées voient leurs exportations diminuer et réduisent leurs importations. Il en était ainsi en 1952 et surtout pendant la deuxième moitié de 1958. C'est à ce cas également qu'il faut assimiler les mouvements de 1953 et de 1959 où les exportations américaines vers l'Europe ont diminué pour des raisons accidentelles indépendantes de la conjoncture européenne.

L'effet que la conjoncture américaine exerce sur la conjoncture européenne (il est difficile de parler de l'effet inverse, car la conjoncture américaine est encore peu sensible aux échanges internationaux) est donc, actuellement, dans l'ensemble un effet stabilisateur :

— effet de léger freinage lorsque les deux économies sont en expansion ;

— effet déflationniste modéré lorsque l'économie américaine est en récession et l'économie européenne en expansion ;

— effet inflationniste puissant lorsque le ralentissement ou la récession américains coïncident avec un ralentissement conjoncturel en Europe.

Dans l'ensemble, la structure actuelle du mécanisme mondial de transmissions conjoncturelles est favorable à l'Europe et aux États-Unis. Elle l'est également aux régions non-industrialisées dans la mesure où elle tend à diminuer l'effet des récessions américaines. Son fonctionnement pourrait cependant être amélioré, si les pays européens et les États-Unis (et éventuellement le Japon et le Canada) parvenaient à une coordination effective de leurs politiques conjoncturelles, de façon à utiliser pleinement les effets compensateurs que rendent possibles l'existence de deux pôles d'impulsions conjoncturelles et la pluralité de l'économie européenne.

\*  
\*   \*

Pour terminer, disons quelques mots de la conjoncture actuelle (août 1963). Aux États-Unis se manifeste, depuis le début de 1963, une accélération sensible de la production, sans que cependant aient pu être réduits les taux élevés de chômage et de capacités productives inutilisées.

Une nouvelle impulsion sera donnée à l'activité économique au moment de la mise en application des réductions fiscales proposées par l'administration Kennedy. En revanche, les efforts du gouvernement américain en vue d'accroître l'excédent de la balance commerciale, de façon à diminuer le déficit de la balance globale des paiements, ne semblent pas donner des résultats substantiels. Le danger de déflation que la réussite de cette politique ne manquerait pas de déclencher, ne menace donc plus, pour le moment, le reste du monde.

La croissance des économies européennes a marqué une pause pendant les derniers mois de 1962 et le premier trimestre 1963. Un hiver particulièrement rigoureux est venu ajouter ses effets à ceux d'une tendance à la diminution des investissements et des exportations. L'affaiblissement de la propension à investir des entreprises privées s'expliquait par le rétrécissement des marges bénéficiaires qui, lui-même, provenait de l'intensification de la concurrence internationale et de



l'augmentation des charges salariales. Les revendications salariales étaient à leur tour justifiées par la hausse rapide des prix agricoles qui résultait, à la fois, des mauvaises conditions atmosphériques et du protectionnisme agricole des gouvernements européens. L'affaiblissement des exportations était dû au renforcement de la concurrence américaine et à la détérioration de la position financière des régions non-industrialisées. Cependant, la demande totale continuait à s'accroître, l'affaiblissement des investissements et des exportations étant compensé par le développement rapide de la consommation. L'augmentation des dépenses publiques et la hausse des salaires favorisaient ce mouvement. En conséquence, une croissance ralentie coïncidait avec une hausse rapide des prix. La position concurrentielle des pays d'Europe continentale, et plus particulièrement de la France et de l'Italie, se détériorait par rapport à celle des États-Unis.

Depuis le printemps 1963, les exportations européennes reprennent leur mouvement ascendant. Elles sont favorisées directement et indirectement par la récente accélération de l'expansion américaine qui contribue à accroître la demande de produits européens aux États-Unis et dans les pays non-industrialisés fournisseurs de matières premières. Les récentes mesures d'abaissement des droits de douane à l'intérieur du Marché Commun stimulent les échanges entre les pays européens. Les retards causés par l'hiver suscitent une nouvelle accélération de la demande interne. Les anticipations des entreprises deviennent plus optimistes et les investissements ont tendance à s'animer. La production augmente. Aussi bien, pour l'ensemble de l'année 1963 et pour l'ensemble des pays européens de l'O.C.D.E., on peut s'attendre à un taux de croissance voisin de celui de l'année écoulée (4,6 p.c.).

L'accélération simultanée de l'expansion aux États-Unis et en Europe ne peut être que favorable au développement des régions non-industrialisées. La conjoncture économique du monde en 1963 s'annonçait donc d'une façon assez satisfaisante.

Mais cette vue optimiste du présent et de l'avenir immédiat ne devrait nous cacher les perspectives bien moins favorables qui s'ouvrent devant la conjoncture mondiale à plus longue échéance.

Lorsque l'effet stimulant des réductions fiscales aura été épuisé, l'expansion américaine se heurtera à son obstacle chronique : le dynamisme insuffisant de la demande de biens (mais non de services), dans

un pays où les besoins matériels de la population sont en grande partie satisfaits<sup>19</sup>. Le ralentissement de l'expansion américaine provoquera une diminution des recettes des régions non-industrialisées, ce qui amènera un ralentissement des exportations européennes vers ces régions. Pendant ce temps, l'Europe aura également épuisé les effets stimulants des réductions tarifaires au sein du Marché Commun. Sa demande intérieure tendra également à se ralentir, car, menacée par la concurrence américaine, elle ne pourra tolérer indéfiniment la hausse des prix et des salaires. D'ailleurs, les pays européens les plus avancés commencent à se rapprocher d'un stade de développement analogue à celui des États-Unis. Leur demande intérieure qui ne bénéficie plus des stimulants de la reconstruction, s'accroît à un rythme qui, en termes réels, tend à se ralentir. Bref, il y a très peu de chances pour que l'extraordinaire expansion européenne et mondiale d'après-guerre puisse continuer indéfiniment, à moins que l'apparition de stimulants nouveaux ne vienne relayer les effets de la dernière guerre mondiale.

Il serait souhaitable que ces stimulants ne proviennent pas d'une nouvelle accélération des armements. D'ailleurs, les derniers événements politiques semblent présager une détente dans ce domaine. L'intensification de la demande solvable doit donc être recherchée là où la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme, loin d'atteindre un degré quelconque de saturation relative, est encore très inférieure au minimum physiologiquement nécessaire.

Pour obtenir cette intensification de la demande solvable à l'échelle mondiale, il ne suffit pas de continuer, ni même d'accroître, l'aide gratuite que les pays avancés accordent aux pays sous-développés<sup>20</sup>. Outre son caractère démoralisant, l'aide gratuite présente l'inconvénient décisif de laisser les pays qui la reçoivent hors du circuit productif des pays avancés. Les sommes remises aux pays sous-développés sont utilisées au financement des importations en provenance des pays avancés. Une fraction importante de ces achats porte sur des biens qui, étant donné les conditions des pays importateurs, devraient être considérés comme superflus. Une autre fraction représente des biens de consommations utiles et même indispensables, mais dont l'importation n'ac-

19. Voir à ce sujet notre étude : *Conjoncture des États-Unis*, Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série AC n° 1, septembre 1961 (chapitre VIII, p. 74).

20. On nous permettra de ne pas utiliser l'euphémisme « pays en voie de développement » qui, dans la plupart des cas, trahit la réalité.

croît en rien le potentiel productif du pays sous-développé. Même en ce qui concerne les biens d'équipement importés, il n'est souvent pas certain que les produits que ceux-ci permettront de fabriquer trouveront des débouchés suffisants à l'intérieur du pays sous-développé et à l'exportation. De plus, le pays importateur reste tributaire des pays avancés pour tout ce qui concerne le renouvellement du matériel usé. Dans la plupart des cas, l'aide gratuite augmente donc la demande solvable uniquement dans la mesure où elle n'est pas compensée, dans le pays donateur, par les impôts qui la financent. Et, même dans ce dernier cas, l'augmentation de la demande solvable, bien qu'inflationniste en principe, ne produit d'effets stimulants que sur les pays fournisseurs des biens achetés par le donataire.

Une véritable augmentation de la demande solvable à l'échelle mondiale supposerait au contraire un accroissement durable du potentiel productif des pays sous-développés, ce qui leur permettrait d'entretenir avec les pays avancés des échanges en progression continue. Cet accroissement du potentiel productif ne peut être réalisé tant que les marchandises que les pays sous-développés sont susceptibles de produire ne bénéficient pas de débouchés suffisants. Étant donné l'étroitesse de leur marché intérieur et l'importance de leurs besoins d'importation en provenance des pays avancés, les pays sous-développés ne peuvent trouver ces débouchés que dans les pays industrialisés. Or, ceux-ci limitent leurs importations en provenance des pays sous-développés à quelques denrées agricoles et quelques matières premières qu'ils ne peuvent guère produire eux-mêmes en quantités suffisantes. Les exportations de nombreuses denrées agricoles sont rendues impossibles par la politique protectionniste des pays industrialisés. Les exportations de produits industriels se heurtent à une concurrence que les pays sous-développés, malgré le coût inférieur de leur main-d'œuvre, ne sont pas capables de supporter. Quant aux exportations de denrées agricoles et de matières premières que les pays industriels achètent effectivement, elles subissent toutes les fluctuations de la conjoncture interne des pays importateurs et sont soumises par ailleurs à une tendance de longue période qui en diminue la valeur unitaire en termes de biens manufacturés.

Pour modifier cet état de choses qui, à longue échéance, conduit la conjoncture mondiale dans une impasse et qui compromet la valeur humanitaire de l'aide aux pays sous-développés, il est nécessaire d'orga-

niser une action concertée des grands pays industriels du monde : au minimum, les pays de la CEE, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, le Japon. Cette action aurait pour but <sup>21</sup> :

- 1) d'ouvrir, *sans aucune restriction ou droits protecteurs*, les frontières des pays industriels aux produits (y compris, bien entendu, les denrées agricoles et les produits industriels finis) des pays sous-développés ;
- 2) de remplacer l'aide gratuite aux pays sous-développés par des *achats fermes et massifs* de produits que ces pays exportent ou pourraient exporter. Ces achats ne devraient porter en aucun cas sur les produits qui, à l'échelon mondial sont excédentaires. Tout en respectant au maximum les vocations naturelles des pays en voie de développement, les achats devraient orienter la production de ces pays vers les activités les plus utiles sur le plan mondial. Dans certains cas, les pays industrialisés pourraient de ce fait être amenés à *renoncer* aux productions qui peuvent être réalisées plus avantageusement dans les pays sous-développés ;
- 3) d'organiser la *redistribution* des produits ainsi achetés, sur des bases commerciales autant que possible, parmi les pays industrialisés et les pays sous-développés ;
- 4) de *coordonner les principaux investissements* des pays industrialisés et des pays sous-développés ;
- 5) de *répartir plus équitablement les charges de la coopération internationale* en fonction du revenu national par habitant des pays participants, de façon à éviter que le poids excessif de cette coopération oblige certains des pays prestataires à pratiquer une déflation interne préjudiciable au reste du monde. Il est bien entendu que l'accroissement de la participation matérielle des pays européens impliquerait une augmentation correspondante de leur pouvoir de décision au sein des organismes directeurs de coopération ;
- 6) de faciliter le *reclassement des producteurs* (employeurs et employés) dont l'activité cesserait d'être rentable du fait de la suppression de la production dont ils bénéficiaient avant la mise en application des accords de coordination. Cela concerne en particulier les exploitants agricoles des pays européens, exposés à la concurrence des pays en voie de développement ;
- 7) d'organiser la *compensation internationale des mouvements cumulatifs* d'inflation ou de déflation engendrés dans les pays qui ne seraient pas en mesure de les compenser intérieurement.

En formulant ces quelques propositions, nous nous rendons compte de leur caractère très imparfait et très incomplet, ainsi que des diffi-

---

21. Pour la justification des propositions qui vont suivre, voir notre ouvrage : *l'Europe dans la conjoncture mondiale* Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, Série AC n° 2, mai 1963 (fascicule III, p. 302).

cultés pratiques énormes que susciterait leur mise en application. Ainsi ne le considérons-nous que comme une première ébauche destinée à susciter des objections et des contre-propositions. Nous croyons cependant fermement que la continuation de l'expansion extraordinaire dont bénéficient les pays industrialisés depuis la dernière guerre mondiale, ne peut être assurée sans une participation effective des pays retardataires du reste du monde. Il est certain que cette participation ne pourra être obtenue par une politique de dons gratuits qui, dans le meilleur des cas, soulagent les misères, mais n'en guérissent jamais les causes.

Or, une inclusion effective et active des régions sous-développées dans les circuits productifs des pays les plus dynamiques du monde, ne peut se faire sans ouvrir *effectivement* ces pays aux produits de ces régions. Loin d'en souffrir, les pays industriels y gagneront de nouvelles et immenses possibilités de croissance. Leurs structures internes qui, après avoir bénéficié du renouveau dû aux conséquences de la guerre et à la libéralisation des échanges internationaux, atteindront bientôt le maximum du rendement actuellement possible, s'en trouveront radicalement régénérées. La conjoncture mondiale entrera alors dans une nouvelle phase d'expansion encore plus puissante et, surtout, plus étendue et mieux répartie que la grande expansion de ces dernières années.

Jean MARCZEWSKI,  
*professeur à la*  
*Faculté de Droit et de*  
*Sciences économiques (Paris).*